

Liberté de la presse: sombre tableau mondial

Dans le dernier rapport mondial de la Fédération internationale des journalistes (FIJ)⁽¹⁾, publié le 31 décembre 2019⁽²⁾, quarante-neuf journalistes ont été tués dans le monde l'an dernier. Si ce chiffre est inférieur à celui des années précédentes, la violence envers la profession est désormais présente sur tous les continents.

Anthony BELLANGER, secrétaire général de la Fédération internationale des journalistes (FIJ)^{*}

AKarachi, au Pakistan, en mai 2017, une quinzaine d'enfants jouent devant l'estrade où des journalistes internationaux débattent de la liberté de la presse et des assassinats qui ont repris dans cette zone du globe. Sans le savoir, ces enfants sont des victimes collatérales de l'impunité qui protège les assassins de journalistes. Jusqu'en 2018, deux journalistes par semaine perdaient la vie sous le seul prétexte qu'ils avaient osé remplir leur mission d'informer, l'un des droits fondamentaux du citoyen, repris dans l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme⁽³⁾. Les mères et pères de ces enfants sont les victimes de ces assassinats et trop peu d'organisations internationales en font état. Certainement trop loin de Paris, de Londres ou de New York.

A travers son affiliée pakistanaise, la Pakistan Federal Union of Journalists (PFUJ), la Fédération internationale des journalistes (FIJ) soutient au quotidien, tant matériellement que moralement, tous ces orphelins, mais aussi les épouses et époux des victimes, qu'ils soient d'Asie, d'Afrique, des Amériques, du Moyen-Orient ou d'Europe.

Depuis 1990, la FIJ a enregistré 2 530 décès de journalistes, année de lancement de la publication de la liste des morts.

Le 31 décembre 2019, la FIJ a donc rendu publique sa dernière liste (voir infographie 1, p. 40). 49 journalistes ont été tués en

2019, soit deux fois moins que les années précédentes. S'il y a lieu de se féliciter – pour la première fois depuis 2000, les assassinats sont passés sous la barre des 50 (voir infographie 2, p. 41) –, les niveaux de violence et les attaques contre la liberté de la presse n'ont jamais été aussi élevés. En 2019, l'Amérique latine a enregistré le plus grand nombre de morts (18), suivie de l'Asie-Pacifique (12) et de l'Afrique (9), du Moyen-Orient et du monde arabe (8) et de l'Europe (2).

Avant d'analyser les faits région par région, deux constats mondiaux sont à souligner. Tout d'abord, les menaces, harcèlements, emprisonnements ou assassinats n'ont plus lieu dans les pays en guerre, comme c'était encore le cas pendant l'occupation américaine en Irak – pays qui a payé le plus lourd tribut, avec plus de 350 morts –, mais dans les pays dits en paix. Ensuite, ce sont les journalistes locaux qui sont les principales victimes, dont de nombreuses femmes, particulièrement touchées par le harcèlement en ligne, première « étape » avant l'assassinat. Dans la majorité des cas, ce sont des articles et des reportages sur les abus de pouvoir, la corruption et la criminalité qui sont la cause de ces violences.

Le Mexique, pays le plus dangereux du monde

Une fois encore, en Amérique latine et dans les Caraïbes, l'année 2019 a été marquée par une tendance continue de la violence contre les journalistes et les travailleurs des médias, avec 18 décès confirmés, soit 37 % de l'ensemble des morts dans le monde.

Le Mexique reste le pays le plus dangereux de la région, mais aussi du monde, avec 10 assassinats. Et la faiblesse du pouvoir politique n'augure rien de bon pour les années à venir. Ces assassinats s'ajoutent aux dizaines d'autres commis en toute impunité depuis le début des années 2000. Par ailleurs de nouveaux « points chauds » ont fait leur apparition, non loin du Mexique. Deux journalistes ont été assassinés en Haïti et trois autres attaqués par des armes à feu. Dans un de ces cas, l'agresseur était un sénateur! Le Mexique et Haïti offrent deux cas d'étude concernant la sécurité et la protection : le journalisme est menacé à la fois par les

* Anthony Bellanger est journaliste, syndicaliste et historien français. Il dirige la FIJ depuis 2014 et continue de collaborer comme journaliste indépendant pour différents titres de presse écrite internationale comme *Le Monde diplomatique*, *Equaltimes* ou *L'Humanité*.

(1) La FIJ a été créée en 1926, à Paris, par une vingtaine d'organisations syndicales dont le Syndicat des journalistes français, qui deviendra en 1928 le Syndicat national des journalistes (SNJ). La FIJ représente en 2020 plus de 600 000 journalistes répartis dans 146 pays du monde, ce qui en fait la plus grande organisation professionnelle et représentative.

(2) Les informations sur ces journalistes tués dans le monde sont à lire sur www.ifj.org/fr/quoi/securite.html.

(3) Article 19 : «Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.»

cartels du crime organisé au Mexique et par l'establishment politique en Haïti, qui cherche à empêcher la libre circulation de l'information.

Il est important également de souligner la résurgence de violences connues lors des dernières décennies. Au Chili, les violations flagrantes des droits humains sont le fait du pouvoir militaire et de la police d'Etat. Les détentions arbitraires, les agressions et les intimidations se comptent par dizaines.

Au Brésil, le pouvoir en place a clairement en ligne de mire les journalistes et les syndicats. Pas une semaine se passe sans qu'un média soit l'objet, là aussi, d'une intimidation orchestrée par les services de Jair Bolsonaro. Quand ce n'est pas le Président lui-même, baptisé le Trump du Brésil!

Enfin, les événements politiques de novembre 2019 en Bolivie ne permettent pas de rester optimiste. A La Paz, les forces de sécurité et militaires harcèlent, menacent, emprisonnent ou violent les droits humains. *Le Monde diplomatique* en a fait les frais, récemment : il a été l'un des médias interdits par le nouveau pouvoir.

Abattu dans une banlieue d'Accra par des hommes à moto

Mirza Waseem Baig, journaliste de 40 ans, originaire du Pendjab, au Pakistan, est l'un des 12 journalistes assassinés en Asie-Pacifique en 2019. Il travaillait pour la chaîne de télévision « 92 News », en langue ourdoue, et a été abattu devant chez lui par trois hommes armés jusqu'aux dents. Il menait à l'époque une enquête sur un gang connu pour corrompre les autorités locales. Sa femme et sa famille ont dû déménager d'urgence, menacés également.

En Asie-Pacifique, la violence systématique contre les médias persiste au fil des ans et tous ces crimes restent impunis. 321 journalistes ont été assassinés ces dix dernières années et la majorité d'entre eux à la suite de tirs ciblés, comme en Afghanistan. Javid Noori a en effet été arrêté le 5 janvier 2019 à un poste de contrôle dans la province de Farah, avant d'être identifié comme journaliste. Il a été séquestré puis assassiné. L'Afghanistan reste un des pays les plus dangereux de la région, même si le nombre de tués a fortement baissé ces dernières années.

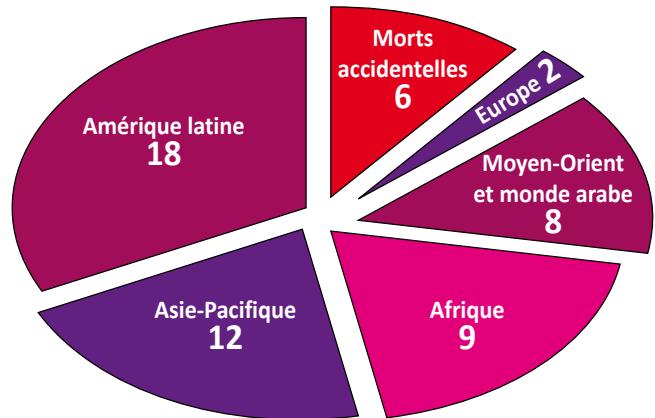
En Afrique, la sécurité des journalistes reflète les tendances mondiales avec 9 morts en 2019, enregistrés en République démocratique du Congo, au Ghana, au Nigeria, au Tchad, en Somalie et en Zambie.

Une fois encore, la Somalie se retrouve « en tête » du macabre palmarès africain, avec deux journalistes assassinés (Hodan Nalayeh et Mohamed Salah Omar), victimes d'un attentat à la bombe perpétré par des militants islamistes d'Al-Shabaab, et un troisième

« Les menaces, harclements, emprisonnements ou assassinats n'ont plus lieu dans les pays en guerre, mais dans les pays dits en paix.

Et ce sont les journalistes locaux qui en sont les principales victimes, dont de nombreuses femmes, particulièrement touchées par le harcèlement en ligne. »

Infographie 1 : 49 journalistes tués en 2019 Répartition par région



Une fois encore, en Amérique latine et dans les Caraïbes, l'année 2019 a été marquée par une tendance continue de la violence contre les journalistes et les travailleurs des médias, avec 18 décès confirmés, soit 37% de l'ensemble des morts dans le monde. Le pays le plus dangereux de la région – mais aussi du monde – reste le Mexique.

(Abdinasir Ga'Al) mort lors d'une attaque qui visait une base militaire dans la région de Shabelle.

Si la situation politique désastreuse en Libye met en danger les reporters sur le terrain – trois d'entre eux ont péri en 2019, dont un journaliste de l'agence de presse américaine Associated Press –, le Ghana, le Nigeria et le Tchad ont été également touchés cette année par ces violences. Au Ghana, l'enquêteur Ahmed Hussein-Suale Divelan, 34 ans, a été abattu dans une banlieue d'Accra par des hommes à moto, après la publication d'une de ses enquêtes sur la corruption dans le football africain. Il faisait partie des membres de l'équipe de journalistes qui avaient été primés pour ces enquêtes fouillées. Il l'a payé de sa vie.

En République démocratique du Congo, Papy Mumbere Mahamba a été pris pour cible par un groupe armé issu de la province Nord-Est de l'Ituri. Sa femme a également été blessée et leur maison familiale brûlée. Son seul « crime » a été d'informer le public sur une radio communautaire à propos de la campagne en vigueur contre le virus Ebola et des mesures de sécurité et d'hygiène.

Au Moyen-Orient, les formations de la FIJ ont payé

Pour la deuxième année consécutive, le Moyen-Orient et le monde arabe (pays de la péninsule arabique et Afrique du Nord) ont vu le nombre d'assassinats reculer : la région déplorait en effet 20 morts en 2018, et 25 en 2017.

Depuis plus de dix ans, la FIJ organise des formations sur la sécurité des journalistes dans la région. En 2019, des journalistes d'Egypte, d'Irak, de Palestine, de Syrie, du Yémen en ont bénéficié. La FIJ a également profité de ces occasions pour rappeler aux employeurs leurs devoirs vis-à-vis de leurs salariés – journalistes et techniciens – car ils doivent leur fournir des formations, des assurances et des équipements.

Les différents affiliés de la FIJ constatent également que des milliers de journalistes ont aussi quitté la profession en raison des conditions de travail (notamment les salaires, extrêmement bas) et de sécurité.

En Europe, les résultats sont moins sombres également, avec «seulement» deux assassinats: Lyra McKee, 29 ans, abattue le 19 avril 2019 alors qu'elle couvrait une émeute à Derry, en Irlande du Nord, et Vadym Komarov, tué le 20 juin 2019 à la suite d'une violente attaque par des individus non identifiés du centre-ville de Tcherkassy, en Ukraine. Le journaliste avait publié un post sur Facebook, annonçant qu'il travaillait sur des allégations de corruption dans des écoles de sport.

Après la terrible année 2015 – le record est dû en particulier aux 12 assassinats de *Charlie Hebdo* le 7 janvier –, la situation en Europe s'est donc stabilisée: 3 en 2016, 5 en 2017, 4 en 2018 et 2 en 2019. La Plateforme du Conseil de l'Europe pour renforcer la protection du journalisme et la sécurité des journalistes a néanmoins enregistré 38 cas d'impunité en Europe, dont 14 meurtres et disparitions de Serbes, Kosovars et Albanais.

L'assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi, le 2 octobre 2018, au consulat d'Arabie saoudite, à Istanbul, est un cas majeur d'impunité en Europe. Bien qu'il y ait eu des condamnations en Arabie saoudite, les conclusions de la rapporteure spéciale des Nations unies, Agnès Callamard, confirme que c'est une affaire d'Etat et que ce meurtre a été commandité par les plus hautes instances du royaume.

De même, le Conseil de l'Europe a enregistré cette année encore 137 violations graves à la liberté de la presse, dont près de 80 en France (!), dans la catégorie « violations de la sécurité et de l'intégrité physique des journalistes », dans le cadre des manifestations des « gilets jaunes » et contre la réforme des retraites.»

«Le Conseil de l'Europe a enregistré cette année encore 137 violations graves à la liberté de la presse, dont près de 80 en France (!), en tant que “violations de la sécurité et de l'intégrité physique des journalistes”, et ce dans le cadre des manifestations des “gilets jaunes” et contre la réforme des retraites.»

grité physique des journalistes », dans le cadre des manifestations des «gilets jaunes» et celles contre la réforme des retraites; et une vingtaine en Espagne (crise catalane).

La FIJ a également multiplié les appels à la justice pour la famille de la journaliste d'investigation Daphné Caruana Galizia, assassinée brutalement dans un attentat à la voiture piégée à Malte, le 16 octobre 2016. Il y a pourtant des perspectives de résolution, après l'arrestation de personnalités influentes en relation avec elle. Et des suspects ont également été arrêtés et inculpés pour le meurtre du journaliste tchèque Ján Kuciak, assassiné en 2018. Sur ce grand tableau noir mondial de la liberté de la presse, il y a quand bien même quelques bonnes nouvelles sur la question de l'impunité des crimes commis.

Quelques signes encourageants pour la liberté de la presse

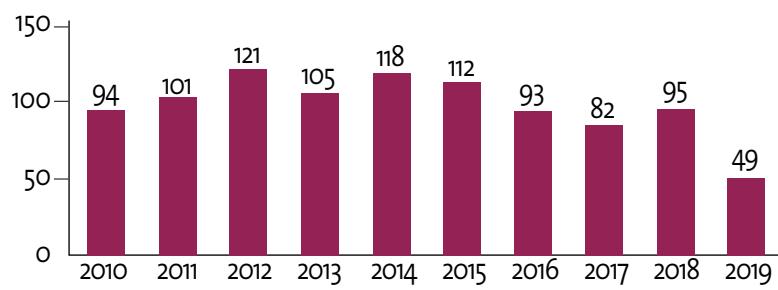
Aux Philippines, la roue de la justice a finalement tourné dans le bon sens, avec des verdicts contre les commanditaires du massacre d'Ampatuan (province de Maguindanao) du 23 novembre 2009, l'attaque la plus meurtrière de l'histoire contre les médias, avec 32 journalistes tués. Après dix ans de péripéties judiciaires, les frères Datu Andal Jr, Zaldy et Anwar Sajid ont été reconnus en décembre 2019 coupables de meurtres pour leur rôle dans ce massacre, et condamnés à de la prison à vie.

Ces signes encourageants sont d'abord le résultat de la campagne acharnée de la FIJ et de ses affiliés dans le monde pour inciter les gouvernements à agir dans le bon sens, notamment dans le cadre de la Convention pour la protection et la sécurité des journalistes, présentée par la FIJ devant les Nations unies⁽⁴⁾. Malheureusement, les cas de réussite restent encore peu nombreux – 10% selon l'Unesco – et il y a encore beaucoup à faire, face aux attaques contre la sécurité des médias.

La FIJ reste mobilisée et redouble de détermination pour relever ce défi. Nous devons la vérité à ces victimes ainsi qu'à leurs familles. ●

(4) 9 crimes de journalistes sur 10 dans le monde restent impunis. C'est le triste constat de l'Unesco, dont la FIJ est membre. Pour en savoir plus sur cette convention de la FIJ présentée devant les Nations unies, voir www.fij.org/fr/activites/campagnes-de-la-fij/en-finir-avec-l-impunitude-pour-une-convention-des-nations-unies-en-faveur-de-la-protection-des-journalistes.html.

Infographie 2: 970 journalistes tués entre 2010 et 2019



Quarante-neuf journalistes ont été tués en 2019, soit deux fois moins que les années précédentes. S'il y a lieu de s'en féliciter, les niveaux de violence et les attaques contre la liberté de la presse n'ont jamais été aussi élevés.